CONFÉRENCE NATIONALE DE LA SANTÉ

Les syndicats autonomes se retirent

Le Syndicat des praticiens généralistes, des spécialistes, des maîtres-assistants, professeurs et docents et le Conseil de l'Ordre des médecins ont décidé de ne pas participer aux travaux de la conférence nationale sur la santé publique. La raison ? Ils refusent de cautionner un travail auquel ils n'ont pas été associés et qui va tracer la politique du secteur pour une trentaine d'années.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé reconnaît qu'il a besoin de l'implication du partenaire social pour restructurer le système de la santé publique, en agonie.

Pour ce faire, il a réuni, dans le cadre de la première conférence nationale de santé publique, les différents acteurs de la santé pour une concertation autour d'un nouveau plan de santé.

Or, les assises de la santé, longtemps revendiquées par le partenaire social pour aborder les problèmes qui secouent le secteur, se feront finalement sans les principaux concernés.

Les syndicats autonomes des médecins généralistes, spécialistes et des hospitalo-universitaires ainsi que le Conseil de l'ordre des médecins ont décidé de boycotter les travaux de cette conférence.

Ces derniers sont catégoriques. «Nous n'allons pas cautionner un projet aussi important sans l'avoir au préalable consulté pour faire des propositions.»

Ces syndicats ne contestent pas la démarche en elle-même de la refonte du système de santé mais plutôt la manière de faire du ministre. Alors qu'ils devaient discuter en ateliers d'un avant-projet de loi sur la santé publique préparé par le département de la Santé, ces derniers ont été surpris d'apprendre que leur travail consistera à remplir un questionnaire. Il n'est pas question déclarent les différents syndicats de «participer à cette mascarade.

Il s'agit de l'avenir de la santé des Algériens et il est inacceptable de prendre ce projet à la légère».

D'autant, poursuivent-ils, que le ministère a déjà préparé un avant-projet de loi sur la santé qu'il refuse de soumettre aux syndicats pour concertation.

«De quoi ont-ils peur ?», s'interrogent les syndicalistes. «Le ministre lui-même a avoué que le projet est fin prêt depuis le mois d'octobre dernier. Quel est l'intérêt de notre participation à cette conférence si ce n'est de valider un travail déjà ficelé», a dénoncé le professeur Djidjli, représentant des hospitalo-universitaires. De son côté, le docteur Youcefi, représentant des médecins spécialistes, est tout aussi catégorique : «nous ne pouvons être mis devant le fait accompli. Il ne s'agit pas d'un projet scientifique sur lequel nous pouvons émettre des propositions constructives, mais dans l'intérêt de la santé, on ne peut cautionner cela».

Le président du conseil de l'ordre des médecins, le docteur Bekkat, enchaîne dans le même sens : «Nous avons été invités pour faire de la figuration et ces pseudo-travaux ne déboucheront sur rien.» Le Docteur Merabet, président du Syndicat des praticiens généralistes, rappelle, pour sa part, qu'il était sceptique bien avant le démarrage de cette conférence, mais qu'«en toute bonne foi, nous avons décidé d'aller jusqu'au bout». Ce dernier aurait préféré l'organisation d'assises régionales avant d'aller vers une démarche nationale sans «pouvoir rien apporter». Les syndicats, qui ont dénoncé l'exclusion du Syndicat national des paramédicaux de cette conférence, demandent que l'avant-projet de loi sur la santé, préparé au niveau du ministère de tutelle, leur soit soumis pour pouvoir en débattre dans des délais raisonnables.

Ces derniers ne comptent pas laisser des personnes étrangères au secteur décider de leur sort. Sans lancer d'ultimatum, ils attendent la réaction du ministre avant d'envisager des actions.

S. A.

Photo : Samir Sid

Les syndicats autonomes boycottent les travaux de la conférence initiée par le ministre de la Santé.

PLUIES DILUVIENNES À GUELMA

3 morts et 100 familles sans abri à Oued-Zenati

Les fortes pluies qui se sont abattues ces derniers jours sur la région de Guelma ont fait trois morts et d'importants dégâts matériels. Une femme et ses deux enfants ont trouvé la mort à la cité des Frères-Gaâs, dans la ville d'Oued Zenati, à une quarantaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya.

Les victimes âgées respectivement de 35, 8 et 5 ans se sont noyées sous les eaux des crues de l'oued, qui ont submergé les habitations riveraines dans la nuit de mercredi à jeudi. Les corps sans vie des victimes ont été repêchés et transférés à la morgue de l'hôpital de la ville par les éléments de Protection civile.

D'après les autorités communales, une opération de secours et d'assistance a été organisée en faveur des sinistrés de ces inondations qui ont fait plus d'une centaine de familles sans abri. Par ailleurs, le président du CRA de Guelma nous a déclaré que «des couvertures, des vêtements, des tentes et des produits alimentaires ont été envoyés à destination des quartiers affectés par ces précipitations diluviennes».

Noureddine Guergour

INTEMPÉRIES À AÏN DEFLA ...

Fortes précipitations, oueds en crue et infiltrations d'eau dans plusieurs foyers

Ce début du mois de février a été marqué par de fortes chutes de pluie. En effet, près de 100 mm de pluie ont été enregistrés dans la région, au soir du 31 janvier.

Ces précipitations, bien accueillies par le monde agricole, ont cependant été à l'origine de crue d'oueds qui ont causé de nombreux dégâts aux habitations proches des rives.

Il en a été ainsi de la zaouïa de Sidi Bencherki, située au sud-ouest d'El Abadia dont les locaux, notamment l'internat, ont été inondés. Il en va aussi d'une vingtaine d'habitations se trouvant à proximité de la rive sud du Chelif, et ce, dans la nuit de lundi à mardi.

Toujours dans la commune d'El Abadia (Ouest de Aïn Defla), on signale l'inondation de quelque 40 ha de céréales, et les responsables craignent que les graines emblavées ne soient déterrées par les eaux, ce qui entraînerait une perte importante.

A Aïn Defla même, c'est le mur d'enceinte du CEM Zidouk qui s'est effondré sur une dizaine de mètres Aucune victime n'est à signaler, heureusement.

A Khemis-Miliana, c'est le quartier Oued Rihane, à la sortie-ouest de la ville, qui a été touché. Dans la nuit de mercredi, 21 foyers ont été touchés par des infiltrations d'eau. L'organisation des secours a été mise en place et des équipes de la Protection civile, APC, daïra, gendarmerie étaient à pied d'œuvre jusque vers 3 h du matin, pour venir en aide aux familles. Certaines se sont réfugiées auprès de leurs proches. A l'origine de ces inondations, il y a lieu de signaler au moins deux causes.

D'une part, un gué aménagé pour la traversée de l'oued qui a constitué en quelque sorte un goulot d'étranglement et, d'autre part, les services concernés n'ont pas procédé au curage de l'oued durant la saison sèche.

Mercredi, la commission chargée du suivi de l'opération, avec à sa tête le SG de la wilaya, a siégé, et décision a été prise pour installer des dallots à la place du gué, recalibrer le lit de l'oued et prévenir tout risque de crue à venir. Il faut aussi dire que ce n'est pas la première fois, car cela se reproduit pratiquement chaque hiver. Ce quartier est touché par les inondations chaque année et pour les mêmes causes, sans que les mesures appropriées ne soient prises à l'avance. Encore une fois, ces mesures sont prises après coup, dans l'urgence. Toutefois, ces précipitations n'ont pas que des incidences négatives. Selon le directeur des services agricoles, elles annoncent une très bonne année agricole, dans la mesure où, dit-il, «toutes les conditions sont actuellement réunies pour que la production agricole (pomme de terre de saison, céréales et maraîchage), soit très bonne, surtout si en mars-avril, nous enregistrons d'autres précipitations. Avec ces chutes de pluie, nous avons un bon mois de réserve, les sols étant gorgés d'eau, voire même saturés en certains endroits».

On note que depuis septembre et jusqu'à ce jour, il a été enregistré 305 mm de précipitations, avec 16 jours de gelée et une seule journée de grêle.

Karim O.

... ET À CONSTANTINE

Colère des sinistrés

Les habitants du bidonville Djaballah, mitoyen avec le quartier Oued-El-Had ont procédé jeudi à la fermeture du boulevard de l'Est afin d'attirer l'attention des autorités locales sur les conditions de vie intenables dans les baraquements qui leur servent de logis.

Un mouvement de protestation intervenu après les fortes chutes de pluies enregistrées durant cette fin de week-end à travers plusieurs régions de l'Est du pays et notamment Constantine où le niveau de pluviométrie a atteint 30 mm à la mi-journée de mercredi dernier.

Les inondations et infiltrations des eaux pluviales ont concerné plusieurs quartiers et bidonvilles de la wilaya de Constantine, provoquant un état d'alerte chez les édiles locaux qui ont accouru cette fois-ci au chevet des sinistrés. Une attention qui a plus ou moins convaincu les protestataires du bidonville Djaballah qui ont décidé de lever les barricades qu'ils avaient dressées durant la matinée au niveau du rond-point de Oued-El-Had avant de revenir à la charge en fin de journée.

Aussi, à l'effet d'atténuer la tension, le wali de Constantine aurait instruit les responsables du secteur urbain dont dépend ce bidonville au recensement des familles touchées par les inondations pour une opération de recasement qui serait imminente. Une tension qui aurait pu se propager dans d'autres quartiers également touchés par les infiltrations, tels El-Guemmas, Boumerzoug et Chaâbani.

A la cité Daksi, par ailleurs, les élèves d'une école primaire ont dû rebrousser chemin deux jours de suite en raison des boues qui ont envahi leur établissement après les intempéries.

Et à la faveur de ces dernières, les travaux d'aménagement et d'assainissement engagés de manière anarchique dans ce quartier qui abrite depuis quelque temps le nouveau siège de la wilaya de Constantine ont aussi contribué à l'obstruction des accès de plusieurs bâtisses.

K. G.